

France-Guyane, le vendredi 4 juin 2004

Margie Sudre : "Il faut faire pression sur les décideurs européens"

La tête de liste UMP aux européennes, entame une visite dans le cadre des élections du 12 juin. La Réunionnaise fixe les enjeux de cette échéance.

France-Guyane : Que représente pour vous la constitution d'une liste pour l'Outre-mer aux européennes?

Margie Sudre : Le changement apporté par le nouveau mode de scrutin est évident. Pour la circonscription de l'Outre-mer : jusqu'à présent, nous n'étions pas assurés d'avoir un parlementaire ultramarin. Depuis 1999, nous étions deux élus parce que deux listes nationales avaient choisi de placer des candidats de l'Outre-mer en position éligible. Sans ce choix, nous aurions pu ne pas être représentés du tout! En 2004, le nouveau mode de scrutin nous garantit trois élus : c'est un chiffre record en augmentation de 50%, alors que dans le même temps, le nombre total de parlementaires français va baisser... Ce nouveau système assure surtout d'une présence plus forte des neuf collectivités françaises de l'Outre-mer au Parlement européen, pour peser sur les dossiers qui nous concernent, et pour sensibiliser nos collègues français et européens sur des questions qui leur sont généralement totalement étrangères.

Après les défaites de Lucette Michaux-Chevry en Guadeloupe, Jacques Lafleur en Nouvelle-Calédonie et Gaston Flosse en Polynésie française, ne craignez-vous pas de subir les mêmes effets le 12 juin?

Le résultat des derniers scrutins dans ces trois collectivités d'Outre-mer est à mettre en parallèle avec les résultats des élections régionales en métropole : les élections locales qui interviennent avant le mi-parcours d'une nouvelle majorité nationale, sont rarement à l'avantage du pouvoir politique en place. Les Français ont manifesté une certaine impatience et souhaitent sincèrement voir notre pays régler les problèmes qui minent sa croissance et son essor économique et social. En outre, dans les collectivités que vous citez, le résultat électoral de la droite locale est faussé par des querelles de succession. Je souhaite rassembler derrière la liste que je conduis l'ensemble des forces de la droite et du centre dans les collectivités de l'Outre-mer, pour lutter activement contre le spectre d'un nouveau vote-sanction ou le risque d'un éparpillement des voix vers des listes démagogiques ou hétéroclites. Les élections européennes doivent nous permettre de nous dégager des conflits politiques locaux ou nationaux, pour défendre nos régions et faire pression efficacement sur les décideurs européens.

Quels messages adressez-vous à la population guyanaise?

Je tiens absolument, dans ces quelques jours de campagnes, à dissiper une certaine forme de complexe de l'Outre-mer vis-à-vis de l'Europe : nos collectivités ne sont pas que des régions en retard de développement, dépendantes de la métropole et demandeuses d'aides financières ! L'Outre-mer et ses populations contribuent évidemment à la grandeur de l'Europe : j'ose à peine citer Kourou de peur de tomber dans les clichés mais la Guyane dispose avec ce centre spatial d'un formidable outil

lui permettant de rayonner sur la planète entière, et dont l'Europe tire une grande fierté. L'Europe, moteur du développement économique et social, pôle de stabilité, de paix et de prospérité, est une chance et un gage de solidarité pour l'Outre-mer. Mais les habitants de l'Outre-mer ne doivent pas perdre de vue que l'Outre-mer est aussi une richesse inestimable pour l'Europe, avec ses atouts en matière de recherche, de protection de l'environnement, de développement des énergies nouvelles, et sa zone économique immense. Mon autre message à l'attention des Guyanais consiste à leur faire bien comprendre que l'Europe intervient dans leur quotidien, au plus près de leurs préoccupations. La Guyane bénéficie aujourd'hui du statut de région ultrapériphérique (RUP), ce qui signifie que l'Europe prend en compte ses spécificités et ses handicaps. Il nous faut nous battre, ensemble, pour défendre nos intérêts communs, pour que la France et l'Europe s'épanouissent dans la diversité. Mon ambition pour la Guyane est fondée sur l'attachement à la République, mais aussi sur la garantie de son ancrage à l'Europe, dans le respect de l'identité de tous et de la dignité de chacun.

Propos recueillis par Adams Kwateh.